



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

Accord-cadre de maintenance et de travaux d'investissement courants

Date et heure limites de réception des candidatures :

Mercredi 04 Novembre 2026 à 12h00

Société aéroportuaire Guadeloupe Pôle Caraïbes

Morne Mamiel

97139 ABYMES

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Accord-cadre de maintenance et de travaux d'investissement courants
	Mode de passation	Procédure avec négociation
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	7
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	5
1.5 - Nomenclature	6
1.6 - Réalisation de prestations similaires	6
1.7 - Renouvellement	6
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Déroulement de la consultation	6
2.2 - Délai de validité des offres	7
2.3 - Forme juridique du groupement	7
2.4 - Variantes	7
2.5 - Développement durable	7
3 - Les intervenants.....	7
3.1 – Assistance à maîtrise d’ouvrage	7
3.2 - Contrôle technique	7
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	7
4 - Conditions relatives au contrat.....	8
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	8
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	8
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
5 - Contenu du dossier de consultation	8
6 - Présentation des candidatures et des offres	9
6.1 - Documents à produire	9
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
7.1 - Transmission électronique	11
7.2 - Transmission sous support papier	12
8 - Examen des candidatures et des offres.....	13
8.1 - Sélection des candidatures	13
8.2 - Attribution des accords-cadres	13
8.3 - Suite à donner à la consultation	14
9 - Renseignements complémentaires	14
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	14
9.2 - Procédures de recours	14

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Accord-cadre de maintenance et de travaux d'investissement courants

Le présent marché d'exploitation et de maintenance multi technique des bâtiments de la SAGPC, situés dans la zone aéroportuaire, inclut les prestations suivantes :

- La maintenance préventive et corrective des installations et équipements objet du marché, la maintenance préventive forfaitaire étant exclue du lot 07 ;
- Le diagnostic et le conseil technique permanent sur l'état et l'évolution des installations ; • Le reporting périodique adapté au pilotage du patrimoine et aux exigences de la SAGPC ;
- La levée des non-conformités issues des contrôles réglementaires et des vérifications périodiques (sur la base des rapports établis par le Bureau de Contrôle de la SAGPC) ;
- La réalisation de petits travaux d'amélioration et de mise à niveau tels que définis au présent marché.

Lieu(x) d'exécution :

Le lieu d'exécution principal est l'enceinte aéroportuaire de Guadeloupe Pôle Caraïbes (PTP), située sur la commune des Abymes. Le présent marché couvre l'ensemble des installations situées sur l'emprise de la zone aéroportuaire de Guadeloupe Pôle Caraïbes. Le patrimoine est constitué de 28 bâtiments de natures et d'usages variés, répartis comme suit :

- Aéroports Passagers (T1 et T2) : Zones de flux intenses soumises à de fortes contraintes de continuité de service.
- Bâtiments Administratifs et de Gestion : Bureaux de la SAGPC et des services de l'État.
- Bâtiments de Maintenance et Logistique : Ateliers, magasins, hangars et zones de stockage.
- Installations de Sécurité et de Sûreté : Vigies, locaux SSLIA (Sapeurs-Pompiers d'Aéroport), postes de contrôle.
- Ouvrages Techniques : Centrales électriques, stations de pompage, locaux SSI déportés. Une partie des prestations s'exécute en Zone de Sûreté à Accès Restreint (ZSAR)
- 97139 Les abymes

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure avec négociation. Elle est soumise aux dispositions articles **L. 2124-3** et **R. 2161-21 à R. 2161-23** du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

La présente consultation vise à conclure des accords-cadres passés en application du Code de la commande publique.

Chaque lot constitue un accord-cadre distinct, et donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents et à l'émission de bons de commande.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 7 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation	Forme	Type seuils	Attributaire	Nb Titulaires	Nb max
01	Gros Oeuvre , Structure et revêtements de façade lourde	Marchés subséquents Et Bons de commande	Maximum	Mono	1	Oui
02	Etanchéité , Couverture et Charpente	Marchés subséquents Et Bons de commande	Maximum	Mono	1	Oui
03	Menuiseries Extérieures	Marchés subséquents Et Bons de commande	Maximum	Mono	1	Oui
04	Plomberie — inclut la maintenance des sanitaires et les revêtements des blocs sanitaires	Marchés subséquents Et Bons de commande	Maximum	Mono	1	Oui
05	Revêtement Sols, Murs, Plafond, hors blocs sanitaires (lot 04)	Marchés subséquents Et Bons de commande	Maximum	Mono	1	Oui
06	Menuiseries Intérieures	Marchés subséquents Et Bons de commande	Maximum	Mono	1	Oui
07	Tout Corps d'Etat (TCE)	Marchés subséquents Et Bons de commande	Maximum	Multi	2	Oui

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ne peuvent soumettre des offres que pour **deux (2) lots maximums**.

Si un même candidat présente plus de deux (2) lots, dès la phase de candidature, il lui sera demandé d'indiquer les 2 lots qu'il souhaite conserver.

Puis, les autres offres seront déclarées irrégulières et seront rejetées.

S'il ne répond pas à notre interrogation et n'indique donc pas son choix, l'ensemble de sa candidature, tous lots confondus, sera rejetée.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45259000-7	Réparation et entretien d'équipements
50700000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments
45261000-4	Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes
45421000-4	Travaux de menuiserie
45262522-6	Travaux de maçonnerie
45442100-8	Travaux de peinture
45232460-4	Travaux d'installations sanitaires

Lot(s)	Code principal	Description
01	45223220-4	Travaux de gros œuvre
02	45261000-4	Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes
03	45421100-5	Pose de portes et de fenêtres et d'éléments accessoires
04	45330000-9	Travaux de plomberie
Lot(s)	Code principal	Description
05	45430000-0	Revêtement de sols et de murs
06	45421130-4	Poses de portes et de fenêtres
07	45453100-8	Travaux de remise en état

1.6 - Réalisation de prestations similaires

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.7 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Déroulement de la consultation

La procédure est décomposée en deux phases distinctes :

- Une phase de candidature au terme de laquelle les candidats admis à présenter une offre seront sélectionnés ;
- Une phase d'offre au terme de laquelle le ou les attributaires seront choisis.

2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **6 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

2.3 - Forme juridique du groupement

L'entité adjudicatrice ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.4 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 – Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par :

ARTELIA VILLE & TRANSPORT SAS
800 Parc d'Activités Antillopole
97139 LES ABYMES

Courriel : artelia.guadeloupe@arteliagroup.com

Les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage sont les suivantes :

- Elaboration du DCE
- Analyse des offres

3.2 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les prestations sont exécutées en entreprise extérieure au sens des articles R.4511-1 et suivants du Code du travail. Un plan de prévention général est établi lors de la période de préparation, après visite d'inspection commune (VIC). Un plan de prévention particulier, ou le cas échéant un PPSPS, est établi préalablement à toute intervention particulière. Un coordonnateur SPS est désigné par l'entité adjudicatrice lorsque l'opération relève des articles L.4532-2 et suivants du Code du travail,

notamment lorsqu'elle fait intervenir plusieurs entreprises simultanément. Les modalités sont définies à l'article 10.1.2 du CCAP.

3.4 - Maîtrise d'œuvre

Pour les travaux nécessitant une maîtrise d'œuvre, la SAGPC désignera un maître d'œuvre externe.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 60 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), comprenant les quantités estimatives
- Les plans
- RSE-Politique environnementale

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

L'entité adjudicatrice se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'entité adjudicatrice des modifications aux candidats ayant retiré le

dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

L'entité adjudicatrice applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Pour la phase de candidature, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
DC1-Lettre de candidature	Non
DC2 - Déclaration du candidat ou du membre du groupement Si présentation en groupement, un (1) DC2 est attendue par membre (version du 1er avril 2019, disponible à l'adresse suivante: https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Attestation d'assurance professionnelle en cours de validité et couvrant le domaine d'activité pour lequel l'entreprise candidate.	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) NB : La présentation d'une ou plusieurs référence(s) de travaux exécutés dans un contexte contraint (droit d'accès, site occupé, etc) tel qu'un aéroport ou autre établissement recevant du public, constitue une plus-value.	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'entité adjudicatrice. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pour la phase d'offre, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Non
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU), quantités estimatives et prix unitaires renseignés	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat (max 10 pages recto, police Calibri 11)	Non
La présentation de l'équipe dédiée au projet (max 4 pages recto, police Calibri 11)	Non
Une note environnementale et sociétale sur les dispositions spécifiques que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat (max 2 pages recto, police Calibri 11). Elle précise notamment l'organisation retenue pour l'évacuation des déchets, le titulaire ne disposant d'aucune benne mise à disposition par l'entité adjudicatrice.	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les limites de pagination s'entendent hors page de garde, sommaire et annexes (curriculum vitae, organigrammes, certificats, attestations de qualification, fiches techniques). Les pages excédentaires ne sont pas prises en compte pour le jugement des offres.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidatures devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.info>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis à l'entité adjudicatrice.

Pour chaque phase de la procédure, le pli doit contenir les pièces définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Pour chacune des phases, si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la phase concernée.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Société Aéroportuaire Guadeloupe Pôle Caraïbes

Secrétariat de la présidence

Morne Mamiel

97139 ABYMES

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

Attention, la date et l'heure limites de dépôt s'entendent de manière stricte : Mercredi 04 novembre 2026 à 12h00 (heure locale)



Pensez à anticiper votre dépôt 48 heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'entité adjudicatrice peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

A l'issue de l'examen des candidatures, seuls les candidats admis à soumissionner sont invités à participer à la suite de la consultation et à remettre une offre. Les autres candidats sont informés du rejet de leur candidature.

8.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres, **pour tous les lots**, de 1 à 7, sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	30.0
2-Valeur technique	50.0
2.1-Méthodologie de maintenance et suivi de maintenance (incluant l'organisation de l'équipe dédiée)	25.0
2.2-Méthodologie d'intervention d'urgence	15.0
2.3-Organisation et méthode pour la réalisation des diagnostics et préconisations	10.0
3-Performances en matière de protection de l'environnement	20.0
3.1-Gestion des déchets	10.0
3.2-Système de management environnemental (certification, charte , politique environnementale , sensibilisation du personnel , etc.)	10.0

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans le bordereau des prix unitaires, les prix unitaires renseignés par le candidat prévaudront et les totaux seront rectifiés en conséquence.

Le critère prix est apprécié au regard du montant total du bordereau des prix unitaires renseigné par le candidat.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, l'entité adjudicatrice engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Elles se dérouleront par phases successives, de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution. Toutefois, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

Un cadre de négociation sera adressé aux candidats ayant remis une offre acceptable. Une réunion de négociation pourra être organisée. Elle pourra se dérouler en présentiel ou par visioconférence. Les points objet de la négociation seront détaillés dans le cadre de négociations adressés aux candidats.

Le ou les candidats attributaires seront donc retenus à titre provisoire en attendant la production des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, qui seront à nouveau demandés lors de l'attribution d'un marché subséquent. Le délai imparti par l'entité adjudicatrice pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.info>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Judiciaire de Fort-de-France
35 boulevard du Général de Gaulle
BP 633
97200 FORT DE FRANCE

Tél : 05 96 48 41 41

Télécopie : 05 96 48 43 32

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.justice.gouv.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu à l'article 1441-2 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu à l'article 1441-3 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article précité.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Judiciaire de Fort-de-France

35 boulevard du Général de Gaulle

BP 633

97200 FORT DE FRANCE

Tél : 05 96 48 41 41

Télécopie : 05 96 48 43 32

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.justice.gouv.fr/>